

rées en fonction de leur importance dans le processus de décision politique.

Schriftliche Erklärung des Büros

Déclaration écrite du Bureau

Le Bureau recommande de rejeter la motion.

Präsident: Das Büro beantragt Ihnen, die Motion abzulehnen.

M. Brélaz: J'ai déposé cette motion en décembre 1984, après avoir constaté que, durant les deux ou trois sessions précédentes, nous avons eu d'énormes problèmes dans la gestion de notre temps de parole et que la survie même du Parlement de milice était en danger. Depuis, un certain nombre d'éléments nouveaux sont intervenus, notamment la réponse du Bureau.

Tout d'abord, je commenterai ces événements. Le Bureau reproche à mon système différentes choses parmi lesquelles l'une est particulièrement amusante, si j'ose dire. En effet, il prétend que mon système ferait augmenter la durée des débats. Il considère que chaque député, sans exception, utiliserait la totalité de ses 90 minutes et que ceux ne pouvant plus s'exprimer chargeraient leurs collègues de le faire à leur place. Quiconque connaît réellement la motivation des intervenants à cette tribune sait bien que l'on éprouve moins de plaisir à s'exprimer lorsque cela n'est pas pour soi-même. En outre, il est peut-être possible de convaincre une personne de s'exprimer à la place d'une autre pour des questions fondamentales, mais beaucoup plus difficile s'il s'agit de faire des déclarations à but strictement «médiatique».

Le reproche concernant le fait que les députés ne connaissent pas à l'avance les objets traités en cours d'année est un peu plus fondé, et cela est partiellement vrai. Mais, n'oublions pas que nous pouvons nous faire une idée en fonction des objets traités par les commissions parlementaires. Il est facile de prévoir un programme six à neuf mois à l'avance en tenant compte d'une certaine marge de sécurité. On prétend également que les rapports écrits ne sont pas indispensables et que les députés ont besoin, avant un débat, d'entendre les rapporteurs exposer de A jusqu'à Z les déclarations faites en commission. Malheureusement, je n'ai pas l'impression que l'indice d'écoute de ces rapports oraux soit très élevé. Peut-être d'autres ont-ils une autre opinion! J'ai véritablement le sentiment que, dans bon nombre de cas, nous gagnerions beaucoup de temps avec le système des rapports écrits.

Voyons ce que le Bureau propose. Effectivement, depuis le dépôt de ma motion, la situation s'est un peu améliorée. Nous avons eu des débats organisés. Je ne sais pas si cela est indépendant de ma motion ou non, mais je constate qu'un débat organisé a eu lieu aussi bien en février que durant la présente session. Cette pratique est un pas dans la bonne direction. Elle mérite d'être systématisée. Toutefois, elle soulève quelques difficultés. Premièrement, nous avons à faire face à la multiplication des propositions individuelles. Quiconque veut tourner la règle du débat organisé présente sa proposition en ne modifiant parfois qu'une seule virgule, par rapport à celle d'un collègue, pour bénéficier de quinze minutes de temps de parole. Deuxièmement, on pourrait imaginer que quelques personnes, à l'intérieur d'un groupe, décident de monopoliser le temps de parole attribué à ce dernier en excluant d'autres, moins estimées par exemple. Cette difficulté peut se présenter.

Toutefois, je reconnais que la formule du débat organisé mérite d'être poursuivie. Devant ce nouvel élément, je ne renonce pas à mon idée de limitation à 90 minutes, car j'estime qu'elle est le seul moyen véritablement sérieux d'éviter tout ennui. Mais, étant donné les circonstances et jusqu'à ce que les débats organisés fassent la preuve de leur efficacité ou non, je retire cette motion, tout en me réservant la possibilité de vous présenter, en cas d'échec de la formule actuelle d'ici une année, une nouvelle proposition d'une

teneur très proche de celle dont nous avons débattu aujourd'hui.

Präsident: Herr Brélaz zieht seine Motion zurück. Wir kommen zur Behandlung der persönlichen Vorstösse gemäss separater Liste.

84.432

Motion Schmidhalter
Schutzwälder im Gebirge. Bundeshilfe
Forêts protectrices en régions de montagne.
Aide fédérale

Wortlaut der Motion vom 4. Juni 1984

Im Rahmen der Sparmassnahmen des Bundes werden sowohl die Beitragssätze als auch die Kredite für die Forstwirtschaft erheblich gekürzt. Dadurch können die Schutzwälder nicht genügend unterhalten und dringend notwendige Verbauungen nicht realisiert werden. In der Zwischenzeit sind ausserordentliche Schäden eingetreten, die unter anderem auch zur Gefährdung besiedelter Gebiete führen. Der Bundesrat wird eingeladen, bei der Revision des Forstgesetzes die Massnahmen zur Pflege der Schutzwälder zu verstärken und insbesondere die Beitragssätze minimal auf den Stand von 1977 bei einer vermehrten Betonung der abgestuften Subvention festzulegen, damit die Restkosten der Gemeinden und Dritter wieder tragbar und zumutbar werden.

Texte de la motion du 4 juin 1984

Dans le cadre des mesures d'économie prises par la Confédération, on a fortement réduit les taux des subventions ainsi que les crédits destinés à l'économie forestière, au point qu'il n'est plus possible d'entretenir suffisamment les forêts protectrices ni de réaliser des ouvrages de défense urgents. Depuis lors, des dommages considérables sont survenus, qui ont notamment pour conséquence de mettre en danger des zones habitées.

Le Conseil fédéral est invité, lors de la révision de la loi sur les forêts, à renforcer les mesures visant à l'entretien des forêts protectrices, et en particulier à fixer les taux de subventions au moins égaux à ceux de 1977, tout en mettant davantage l'accent sur un système de subventions modelées selon les besoins, afin que les frais restant à la charge des communes et des tiers soient de nouveau supportables.

Mitunterzeichner – Cosignataires:

Blunschy, Cantieni, de Chastonay, Columberg, Dirren, Fischer-Sursee, Humbel, Iten, Keller, Kühne, Landolt, Martin, Nussbaumer, Ruckstuhl, Segmüller, Stamm Judith, Steinegger, Ziegler (18)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Es wäre nutzlos, den eidgenössischen Räten eine Abhandlung über den Zustand unserer Wälder darzulegen und Mittel und Wege aufzuzeigen, um die jetzigen Schäden so weit als möglich zu beheben und für die Zukunft Vorbeugungsmassnahmen zu treffen. All das ist in diesem Gremium bereits diskutiert worden und bekannt.

Wichtig ist, dass die Gefahr erkannt und dass sich die Öffentlichkeit bewusst wird, dass der Wald Allgemeingut ist, ein Gut, das im Interesse der Volksgesundheit unter allen Umständen erhalten werden muss. Erhalten werden kann aber unser Wald nur durch geeignete Pflege, durch notwendige Erschliessung und durch den Schutz vor Lawinen, Erdbeben, Wildbacherosionen usw. Die Pflege wird nur

gewährleistet durch gutes Personal, das über eine solide Berufsbildung verfügen muss.

Um all das zu gewährleisten, braucht es Geld. Die Waldeigentümer, seien es Gemeinden, Burgschaften oder Private, sehen sich ausserstande, dieses aufzubringen. Die Erträge aus dem Nutzen des Waldes sind zu klein, um diese Kosten zu decken. Da es sich zudem um eine volksgesundheitliche Aufgabe handelt, ist ihnen nicht zuzumuten, die Kosten allein zu tragen. Meine Motion will deshalb:

1. Bund, Kantone und Gemeinden, mit einem Wort, die Öffentlichkeit, muss dafür besorgt sein, dass wir über einen gesunden Wald verfügen, und sie muss dafür auch bezahlen, jeder nach Möglichkeit, Vermögen und Verantwortung.

2. Die Beteiligung an der Finanzierung dieser Aufgabe durch die Öffentlichkeit hat so zu geschehen, dass die zu tragenden Restsummen für den Eigentümer zumutbar sind.

3. Das bedingt, dass die Beiträge je nach Finanzkraft des Eigentümers abgestuft werden und Ansätze aufweisen, die es auch finanzschwachen Regionen möglich machen, dem Wald die notwendige Aufmerksamkeit zu schenken.

Bekanntlich ist gegenwärtig die Revision des eidgenössischen Forstgesetzes im Gange. Diese bietet Gelegenheit, den vorgenannten Begehren Rechnung zu tragen.

Im Sinne meiner Motion sind für die Pflege und den Schutz des Waldes Beiträge des Bundes vorzusehen, die es zusammen mit den Leistungen der Kantone, der Gemeinden und der Eigentümer erlauben:

1. Geeignetes Personal anzustellen, dem die Pflege des Waldes obliegt.

2. Die gegenwärtigen Ansätze sind neu zu ordnen. Sie sind von Kürzungen auszunehmen und mindestens auf den Stand von 1977 zu bringen, wobei auch der seitherige Schwund der Kaufkraft auszugleichen ist.

3. Zu erhöhen sind zudem die Zusicherungskredite, weil es nicht verantwortlich ist, Projekte von Lawinerverbauungen, die schon lange anstehen, noch weiter auf die lange Bank zu schieben.

4. Aus dem Treibstoffzollzuschlag müssen Mittel abgezweigt werden, um die Kosten decken zu helfen, die sich aus der Pflege und dem Schutz des Waldes ergeben.

5. Es wäre aber verfehlt, den Kompetenzbereich über diese Aufgabe je nach Herkunft des Geldes aufzuteilen. Es könnte so leicht zu einer Doppelspurigkeit führen.

Ich schliesse in der Hoffnung, dass im revidierten Forstgesetz die Voraussetzung geschaffen wird, damit die Restkosten für Gemeinden und Dritte in Sachen Pflege und Schutz des Waldes wieder trag- und zumutbar werden. Das und nur das will meine Motion.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 3. Dezember 1984

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 3 décembre 1984

Der Bundesrat ist bereit, die Motion entgegenzunehmen.

Überwiesen – Transmis

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

84.509

Motion Tschuppert

Forstpolizeigesetz. Revision

Police des forêts. Révision de la loi

Wortlaut der Motion vom 20. September 1984

Der Bundesrat wird beauftragt, unverzüglich die Revision des Forstpolizeigesetzes aus dem Paket der Aufgabenverteilung herauszulösen und zielbewusst separat voranzutreiben.

Texte de la motion du 20 septembre 1984

Le Conseil fédéral est chargé de dissocier dans les meilleurs délais du train de mesures prévues au titre de la nouvelle répartition des tâches la révision de la loi sur la police des forêts et de faire accélérer les travaux concernant cette révision, séparément desdites mesures.

Mitunterzeichner – Cosignataires:

Aliesch, Allenspach, Ammann-Bern, Aregger, Bonny, Bremi, Bühler-Tschappina, Cincera, Eppenberger-Nesslau, Giger, Hari, Houmard, Hunziker, Jung, Kühne, Künzi, Lanz, Loretan, Lüchinger, Massy, Müller-Scharnachtal, Müller-Wiliberg, Nef, Pfund, Rime, Schärli, Schnider-Luzern, Schnyder-Bern, Spälti, Spoerry, Uhlmann, Villiger, Wanner, Zwingli (34)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Wie im Bericht über die Richtlinien der Regierungspolitik 1983 bis 1987 festgehalten ist, beabsichtigt der Bundesrat, die Revision des eidgenössischen Forstpolizeigesetzes im Rahmen der Aufgabenverteilung zwischen Bund und Kantonen an die Hand zu nehmen. Es ist fast mit Sicherheit anzunehmen, dass sich die Lösung des Problems der Aufgabenverteilung noch über Jahre hinaus verzögert. Die laufend erscheinenden Berichte über den Gesundheitszustand unserer Wälder lassen aber die Revision des Forstpolizeigesetzes nicht solange hinausschieben. Eine Reihe von Kantonen – so auch der Kanton Luzern – steht vor der Revision der kantonalen Forstpolizeigesetze. Sie möchten diese verständlicherweise erst in Angriff nehmen, wenn der Bund seine diesbezügliche gesetzgeberische Arbeit abgeschlossen hat. Ein zeitliches Vorziehen der Revisionsarbeiten auf Bundesebene ist deshalb dringlich.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 10. Dezember 1984

Rapport écrit du Conseil fédéral du 10 décembre 1984

Aufgrund einer Motion der eidgenössischen Räte vom 21. Juni 1984 hat der Bundesrat die in seinen Regierungsrichtlinien für die Legislaturperiode 1983–1987 enthaltenen Geschäfte mit Beschluss vom 29. August 1984 in drei Prioritäten eingeteilt. Die Aufgabenverteilung zwischen Bund und Kantonen, zweites Paket, das auch die Revision der eidgenössischen Forstpolizeigesetzgebung enthält, ist ein Geschäft zweiter Priorität. Diese Kategorie umfasst Vorlagen, welche bis zum Ende der Legislatur im Parlament anhängig gemacht werden sollen.

Der Bundesrat hat sich ausdrücklich vorbehalten, bei wesentlich veränderten Umständen von der Prioritätenordnung abzuweichen. Er wird diese Abweichungen jeweils in der entsprechenden Botschaft begründen.

Das Vernehmlassungsverfahren zum zweiten Paket der Aufgabenverteilung zwischen Bund und Kantonen wurde inzwischen eingeleitet. Die Adressaten dieses Verfahrens erhalten die Gelegenheit, sich anhand von Revisionsvorschlägen und gezielten Fragen zur Revision der eidgenössischen Forstgesetzgebung umfassend zu äussern. Sollten sich weite Kreise für eine beschleunigte Behandlung der Revision der eidgenössischen Forstgesetzgebung einsetzen, wird der Bundesrat das Nötige anordnen.

Motion Schmidhalter Schutzwälder im Gebirge. Bundeshilfe

Motion Schmidhalter Forêts protectrices en régions de montagne. Aide fédérale

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1985
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	17
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	84.432
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.03.1985 - 08:00
Date	
Data	
Seite	716-717
Page	
Pagina	
Ref. No	20 013 252

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.